

Bujumbura estime que la présence du BNUB n'est plus indispensable

RFI, 08 novembre 2013 Au Burundi, le gouvernement demande la fermeture du bureau de l'ONU Au Burundi, le gouvernement juge que la présence d'un bureau des Nations unies, Bnub, dans ce pays sorti de la guerre civile depuis 2006 n'est plus nécessaire. Il a envoyé deux notes verbales demandant sa fermeture d'ici la fin 2013. Et depuis quelques jours, une mission d'évaluation envoyée par le Conseil de Sécurité est sur place et a rencontré plusieurs membres du gouvernement, les partis politiques ou encore la société civile. C'est le chef de cette délégation qui a rendu la mission publique jeudi 7 novembre, alors que la mission se voulait discrète.

Cette mission d'évaluation est à pied d'œuvre depuis lundi 4 novembre et en quatre jours, elle a rencontré beaucoup d'interlocuteurs. Tous ou presque, ne veulent pas entendre parler d'un retrait du Bureau des Nations unies au Burundi à la fin de cette année, comme le demande le gouvernement burundais. La raison ? Après le retrait de l'opposition des élections générales de 2010 dans ce pays, le Burundi a failli retomber dans la guerre civile. Aujourd'hui, pouvoir et opposition sont engagés dans un dialogue politique initié par le Bnub, alors que ce pays apprête à vivre en 2015 des élections générales qui sont annoncées cruciales. Ils assurent que ce n'est donc pas du tout le moment de fermer le bureau des Nations unies, à moins d'avoir un agenda caché. Le Bnub nuit à l'image du Burundi. Les tenants de la ligne dure eux, qui ont demandé par deux fois le départ du Bnub, jugent que le Burundi a retrouvé paix et stabilité. Par conséquent, cette présence onusienne nuit désormais à l'image du pays. La mission d'évaluation devra quitter le week-end pour New York, où elle doit rendre son rapport. Une décision est attendue avant fin février 2014, mais des sources diplomatiques estiment qu'il est l'heure de se désengager de ce pays encore fragile et encore sonné pour les Nations unies.